

Mardi 16 juin, Manifestation de RFI, France télévisions et AFP

Les syndicats CGT, FO et Sud de l'AFP appellent tous les salariés de l'agence à un arrêt de travail mardi 16 juin de 14H00 à 17H00 pour rejoindre la manifestation des salariés de RFI, en grève depuis cinq semaines, et de France Télévisions pour la défense de l'emploi, du service public et du statut de l'AFP.

Nos collègues de RFI se battent contre un plan qui prévoit la suppression de 206 postes (22% des effectifs) et de six rédactions de langues étrangères, plan qui inclut des licenciements secs.

A la remise en cause des conventions collectives de l'audiovisuel public s'ajoute un plan de 900 suppressions de postes à France Télévisions.

A l'AFP, les menaces sur le statut et l'indépendance de l'agence s'accompagnent aussi de menaces sur l'emploi et d'une précarisation croissante des salariés.

Dans tous ces cas, la responsabilité de l'Etat est engagée.

Les syndicats CGT, FO et Sud de l'AFP ont donc décidé de rejoindre la manifestation de nos collègues de l'audiovisuel public le mardi 16 juin, qui partira à 15H de la place de l'Alma en direction de l'Elysée.

Voici l'appel de l'assemblée générale des personnels de RFI voté à l'unanimité le 10 juin.

APPEL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES PERSONNELS DE RFI EN GREVE
DU MERCREDI 10 JUIN 2009

Nous en sommes aujourd'hui à notre 30e jour de grève à RFI, avec nos syndicats FO, SNJ, SNJ-CGT et SNRT-CGT, contre un plan qui prévoit la suppression de 206 postes (22% des effectifs) et de 6 rédactions de langues étrangères, plan qui inclut des licenciements secs.

Ce plan est une des conséquences de la loi sur l'audiovisuel du 5 mars 2009.

Les deux autres conséquences :

la remise en cause des conventions collectives, d'abord pour les personnels de France Télévisions, puis pour l'ensemble de l'audiovisuel public

un plan de 900 suppressions de postes à France Télévisions, annoncé le 3 juin dernier.

A RFI, l'Etat licencie. A l'Agence France Presse, la responsabilité de l'Etat est également directement engagée dans la remise en cause du statut de l'agence.

Notre direction ne veut pas négocier, l'Elysée, où nous avons demandé à plusieurs reprises à être reçus, ne veut pas nous répondre.

Nous en appelons aux syndicats et aux salariés de France Télévisions et de l'audiovisuel public, de l'AFP, nous en appelons aux confédérations CGT et FO :

Nous irons manifester le mardi 16 juin à 15h en direction de l'Elysée pour dire Recevez l'intersyndicale, NON AUX LICENCIEMENTS !

Venez nous rejoindre pour dire non aux suppressions d'emploi, non à la remise en cause de nos conventions collectives, non à la remise en cause du statut de l'AFP !